

Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément au changement du mode de gestion du tableau des emplois et des effectifs (TEE – gestion par cadre d'emplois), il est proposé en annexe 1 une définition pour chaque motif qui fonde la modification des postes ainsi que la définition des éléments qui composent les annexes de présentation des évolutions des postes.

Pour chaque poste, il est présenté le calibrage théorique, adopté lors des réorganisations dans les organigrammes, et le cadre d'emplois détenu par l'agent qui occupe effectivement les fonctions (adéquation cadre d'emplois poste/ agent). Il s'agit d'un focus détaillant par poste les évolutions du tableau des effectifs. Mais cette approche ne permet pas d'avoir une vision globale de l'organisation de la Collectivité. Il sera donc présenté pour chaque affaire du TEE, l'impact des modifications sur le tableau des emplois et des effectifs dans sa version document budgétaire. Ainsi ce tableau, mais aussi les éléments de synthèse, seront mis à jour. Ils permettront à l'Assemblée Délibérante d'avoir un suivi global et dans le temps de l'évolution des postes.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à

défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité, après avis du Comité Technique du 15 novembre 2022 :

I. Créations de postes permanents

Quarante-quatre postes sont proposés à la création dans le cadre des dossiers de réorganisation présentés en Comité Technique :

- Huit postes pour le Pôle petite enfance ;
- Huit postes pour le Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen ;
- Dix-huit postes pour le Pôle sécurité et tranquillité publique ;
- Huit postes pour le Pôle solidarités ;
- Deux postes pour le Pôle biodiversité, paysage, agroécologie et alimentation.

Trois postes sont proposés à la création pour doter le Pôle patrimoine immobilier et le Pôle éducation de moyens supplémentaires.

La liste des quarante-sept postes concernés est présentée en annexe 2.

II. Transformations de postes permanents

Soixante-quatre postes sont proposés à la transformation dans le cadre des dossiers de réorganisation présentés en Comité Technique :

- Soixante-deux postes pour le Pôle petite enfance ;
- Deux postes pour le Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen.

Trois postes sont proposés à la transformation pour acter des augmentations de temps de travail, deux postes du Pôle solidarités et un poste du Pôle petite enfance.

La liste des soixante-sept postes concernés est présentée en annexe 3.

III. Suppressions de postes

Il est proposé de supprimer deux cent quarante-neuf postes suite aux dossiers de réorganisation présentés en Comité Technique :

- Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel : soixante-onze postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole et deux postes sont supprimés suite à la réorganisation ;
- Pôle moyens généraux : cent-quatre postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle numérique et données : quarante-cinq postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle patrimoine immobilier : deux postes sont supprimés dont un suite à sa mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle proximité espaces publics : deux postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle sports : dix-sept postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole ;
- Pôle stratégie foncière et immobilière : six postes sont supprimés suite à leur mutualisation vers la Métropole.

Il est aussi proposé la suppression de cinq postes suite à des départs définitifs des agents et à un changement dans la gestion des postes qui se trouvent en dehors des Pôles.

Enfin il est proposé la suppression treize postes au Pôle éducation en raison de la fin des besoins (NOE et fermetures de classes).

La liste des deux cent soixante-sept postes concernés est présentée en annexe 4.

IV. Mise en conformité

Il est proposé la mise en conformité de deux postes au Pôle petite enfance et au Pôle éducation tel que présenté en annexe 5.

V. Synthèse des évolutions des postes permanents

Il est présenté en annexe 6 le TEE dans sa version budgétaire et en annexe 7 le nombre total de postes théoriques par cadre d'emplois, catégorie et pôle mis à jour.

VI. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 8.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 décembre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 Lexique.pdf
- Annexe 2 créations.pdf
- Annexe 3 Transformations.pdf
- Annexe 4 Suppressions.pdf
- Annexe 5 Mise en conformité.pdf
- Annexe 6 TE CA.pdf
- Annexe 7 Postes théoriques.pdf
- Annexe 8 Confirmations.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221216-212147-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/22
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.